

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



D'une série à l'autre...

Albert Meister, Anna-Maria Levi et Frédéric Lesemann

Numéro 1 (41), printemps 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034814ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034814ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Meister, A., Levi, A.-M. & Lesemann, F. (1979). D'une série à l'autre...
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (1), i-vii. <https://doi.org/10.7202/1034814ar>

Résumé de l'article

La *Revue Internationale d'Action communautaire* prend dès le printemps 1979 la relève de l'*International Review of Community Development* créée il y a une vingtaine d'années par le sociologue Albert Meister.

La RIAC devient désormais une revue principalement francophone, caractérisée par une attention privilégiée aux *pratiques* novatrices, qu'elles soient professionnelles ou « militantes », institutionnelles ou « de base », dans les domaines de l'action communautaire ou collective reliés aux champs des services sociaux, de la santé publique et de l'éducation des adultes. Elle s'intéresse particulièrement aux expériences de prise en charge et de réappropriation par les populations de leur santé, de leur « bien-être » (welfare) et de leur éducation et est ouverte aux nouveaux problèmes qui se posent aux « sociétés de services ». Dans cette perspective, elle accueille également des *analyses des politiques* gouvernementales sociales, sanitaires et/ou éducatives qui structurent le développement des collectivités.

Cette revue est produite par quatre centres associés du Québec, de France, de Belgique et de Suisse, avec des correspondants dans d'autres pays dont l'Italie, l'Espagne et l'Amérique latine. Elle conserve son ouverture traditionnelle sur les problèmes actuels de l'organisation socio-sanitaire et éducative des pays « en voie de développement ».

Elle est destinée aux professionnels, aux administrateurs et aux militants qui oeuvrent dans les domaines précités. Elle entend être une revue rigoureuse dans sa démarche descriptive et analytique sans pour autant adopter les formes d'une revue académique. Elle vise à devenir un forum entre acteurs impliqués à divers paliers des systèmes de production de services.

Dans cette perspective, les numéros seront thématiques, consacrés successivement à la prise en charge communautaire de la santé (mai 1979), aux processus d'éducation populaire (novembre 1979), à la prise en charge communautaire de la vie urbaine : logement, transport, aménagement de l'espace (mai 1980), aux instruments de recherche-action (novembre 1980), etc.

La revue paraît deux fois par année, au printemps et en automne. Elle contient des résumés en anglais et en espagnol. Elle est coordonnée et publiée à Montréal.

Nous sollicitons les commentaires, les suggestions, les contributions, les collaborations occasionnelles ou permanentes de tous ceux que ces perspectives intéressent.

D'une série à l'autre...

par **Albert Meister**
Anna-Maria Levi
Frédéric Lesemann

Ce quarante-et-unième numéro de l'International Review of Community Development, publiée jusqu'ici en Italie, est également le premier d'une nouvelle série publiée désormais à Montréal, sous le titre de Revue internationale d'action communautaire.

Pour le bénéfice des nouveaux lecteurs, et dans le cadre de la transition d'une équipe éditoriale à l'autre, nous avons pensé utile de rappeler brièvement l'origine de la revue et certains jalons de son évolution.

Bien sûr, aucun de nous trois n'a ni l'âge ni le tempérament du préfacier et l'idée de devoir retracer les débuts de cette revue et de porter cette nouvelle série sur les fonts baptismaux nous horripile. Bien entendu, Anna-Maria Levi et Albert Meister sont heureux que Frédéric Lesemann et son équipe de Montréal se soient intéressés à poursuivre leur effort et ils le lui ont dit. Mais quant à s'épancher par écrit et à formuler des vœux c'est d'autant plus difficile quand on a beaucoup travaillé et qu'on s'est plongé pour des années dans les problèmes de la gestion, de la survie et de la quotidienneté. Enfin, la direction d'une revue (et son administration, car les tâches ne sont jamais aussi clairement séparées que sur les organigrammes) est toujours aussi une tranche de vie et nous sommes encore trop jeunes ou déjà trop vieux pour nous raconter... Restons en donc aux seuls faits.

Le terme de "community development" avait été mis à la mode par une publication des Nations Unies, Social Progress through Community Development, en 1953. C'était l'époque où l'on sentait naître les indépendances des pays coloniaux et où les puissances coloniales s'efforçaient de les "préparer", c'est-à-dire, bien souvent, de les circonvenir. Les pays européens se relevaient péniblement de la guerre et, sur la lancée de l'idéalisme de la Libération, voyaient surgir de nombreuses expériences de reconstruction et de développement régional que l'on désirait fondées sur la participation des populations concernées. C'est dans ce contexte que naîtront, en Italie, des institutions de formation de travailleurs sociaux et d'animateurs comme le CEPAS (Centro di Educazione Professionale per Assistenti Sociali) à Rome, travaillant en liaison avec les institutions de la reconstruction et du logement, comme l'UNRRA-CASAS et l'INA-CASAS, ou encore des institutions vouées à l'éducation des adultes, comme le Movimento di Collaborazione Civica, la Società Umanitaria, les centres mis sur pied par le ministère de l'Instruction publique, etc. Ces institutions publiques et privées sont entourées et souvent inspirées par une grande effervescence de mouvements et d'initiatives locales et régionales : c'est l'époque où Danilo Dolci lance ses premiers programmes en Sicile, où l'UNLA, l'association de lutte contre l'analphabétisme semble pouvoir être en mesure d'en terminer avec cet obstacle au développement, où la Cassa per il Mezzogiorno soulève les espoirs de réelle unification du pays, etc...

C'est aussi l'époque où Adriano Olivetti lance son mouvement communautaire, le Movimento Comunità, dans le Canavese, petite région encore rurale au nord de Turin. Très compétitives sur le plan international, les usines Olivetti connaissent une expansion sans précédent, qui permet de financer des réalisations sociales dans l'entreprise aussi bien que dans son environnement. De fait, l'ambition d'Adriano Olivetti n'est ni plus ni moins de construire, dans la petite région où se trouvent ses entreprises et donc son pouvoir et son influence, le modèle réduit d'une société que nous qualifierons aujourd'hui d'autogérée, et que lui appelait alors communautaire. L'utopie finira avec la vie de son idéateur, mort en 1960 ; elle n'en a pas moins laissé des traces (l'histoire du Movimento Comunità reste à faire) et, surtout, elle a permis, du vivant d'Olivetti, de très nombreuses initiatives : la création de centres communautaires dans plusieurs régions et villes d'Italie, d'une maison d'édition et de plusieurs revues, de l'aide à l'élaboration de plans d'aménagement urbain et régional, de centres de recherches en architecture, en urbanisme, en sociologie.

C'est dans le but d'étudier les nouvelles structures communautaires et les questions d'insertion locale du mouvement qu'Adriano Olivetti favorisa la création du Centro di Sociologia della Cooperazione, sous la responsabilité d'Albert Meister. La sociologie de la coopération y était entendue au sens le plus large et couvrait tout autant l'autogestion (que les Yougoslaves venaient d'inventer), la mise en place et l'animation des structures coopératives, que le développement communautaire dans l'acception des Nations Unies. Le centre communautaire, lieu local de réunion de tous les habitants, est alors considéré comme la pièce maîtresse du dispositif de l'animation socio-culturelle, des loisirs, de la vie locale et de la mise en route des institutions nouvelles fondées sur la participation de tous les habitants ou usagers.

Dans la pensée d'Olivetti, le centre communautaire établi dans chaque commune de la région est considéré comme la cellule de base du Mouvement. C'est là que les militants peuvent se rencontrer, préparer les actions sur le plan local. Car, outre une préoccupation de diffusion de culture populaire, le but final des centres communautaires est politique dans le sens large du mot. Par là, il faut entendre que toute activité doit tendre à intéresser l'individu à la gestion du centre certes, mais aussi de sa commune, à l'amener progressivement à s'intéresser à la vie politique sur le plan national, à lui faire prendre conscience de la puissance de l'union, de la coopération.

Les activités communautaires doivent se développer en réponse aux contradictions de la vie industrielle : "dissociation entre l'éthique et la culture et entre la culture et la technique ; conflit entre l'individu et l'Etat ; déformation de l'Etat libéral par le grand capitalisme et les systèmes insuffisants de représentation, manque général d'éducation politique et en particulier d'une élite politique ; inefficacité et usure de la structure administrative de l'Etat ; incapacité de l'Etat libéral d'affronter les crises cycliques et les problèmes du chômage technologique..." La communauté doit s'attaquer de front et presque simultanément à toutes ces contradictions. Les nombreuses activités doivent toutes tendre vers un seul but, celui de redonner une unité à la vie de l'homme, de recréer à l'échelle d'un territoire restreint la fraternité de l'ancienne communauté de village ou de quartier démantelée par l'industrialisation. Enoncé ainsi, le but final apparaît bien utopique. Mise à part l'élévation du niveau de vie de la région qui doit sous-tendre tous les autres efforts, l'idéal lointain a pourtant des corollaires très pratiques : décentraliser l'administration étatique au niveau de la région et donner ainsi aux habitants la possibilité de participer plus directement à la répartition des sommes perçues à titre d'impôts et retournant à la collectivité, unir les petites communes et les amener à décider ensemble des travaux publics communs, décentraliser les grandes industries et ainsi réduire les temps de transports des hommes, confier le contrôle des moyens de production à l'ensemble des travailleurs ou des usagers dans des coopératives ou des usines communalisées ou territorialisées.

Sur le plan économique, le projet communautaire de restitution, au bénéfice de la région, des profits industriels qui y sont réalisés se traduit par un plan de décentralisation des usines Olivetti et la création de petites industries dans les villages. Un Istituto per il Ricordinamento Urbano e Rurale

del Canavese — dont le titre définit le programme — est créé qui, doté de moyens d'action autonomes, se veut le modèle des organismes économiques de la future communauté : participation des forces syndicales et des communes au contrôle de sa gestion ; intégration au niveau local des activités industrielles, éducatives et culturelles.

Le programme du Movimento Comunità fondé en 1948, en même temps que sont créés les premiers centres communautaires, se double dès le début d'une multitude d'exigences ouvrières immédiates : durée du travail, construction d'aqueducs pour les communes, transports, etc. ; l'ancienne revendication coopérative reprend conscience de sa signification politique générale — qu'elle avait dans cette région perdue sous le fascisme — et la revendication syndicale dépasse ses limites et pose le principe du contrôle ouvrier.

C'est au cours d'une conférence internationale des centres communautaires, settlements et centres sociaux à Berlin, en 1956, qu'on commença de parler d'une revue internationale de développement communautaire. Grâce à l'aide du mouvement communautaire d'Adriano Olivetti, la revue put démarrer en 1958 avec un premier numéro consacré aux centres communautaires. De fait, le premier but de la revue était de faire connaître des expériences et de faire communiquer les animateurs, les sociologues et psycho-sociologues qui, rares encore, s'intéressaient aux communautés de base, à la vie locale et à l'innovation sociale. D'où les numéros spéciaux, comme, par exemple, celui sur les Etats-Unis ou celui sur les études de terrain ou celui sur les leaders locaux... bref, douze numéros à raison de deux par an, entre 1958 et 1963.

En 1965, après une interruption d'une année, Albert Meister passe la revue au CEPAS de Rome, sous la responsabilité d'Anna-Maria Levi (avec la collaboration d'Ernesta Rogers). La nouvelle série est publiée sous les auspices de la Fondation "Adriano Olivetti" constituée à la mort d'Olivetti en 1960.

Les années soixante voient émerger de nouvelles conceptions de l'intervention communautaire qui, tout en se référant à la notion anglosaxonne du community development et en particulier à la participation des populations aux objectifs de prise en charge de leur développement, sont davantage préoccupées de la nécessité d'intégrer les concepts de "démocratie de base" et de "planification nationale". Ainsi, on assiste à l'émergence du concept d'"animation" qui fleurit dans les pays francophones et dont A. Meister a analysé les fondements idéologiques et plusieurs réalisations.

Mais bientôt, les concepts de "développement" et de "sous-développement" vont être soumis à la critique scientifique et politique. Ils sont désormais définis comme les éléments interdépendants d'une même réalité : on ne parle plus de régions "retardées", en référence à la rapidité de transformation d'un pays, mais on considère le retard de telle ou telle région comme une conséquence et même une nécessité du développement des autres régions. Et ceci est vrai aussi bien de ce qui se passe à l'intérieur d'un pays donné qu'à l'échelle internationale. Parallèlement, on voit s'écrouler l'illusion que le développement économique puisse entraîner de lui-même le développement social. L'équité du développement n'est pas automatique : elle exige une volonté politique claire parce qu'elle touche directement aux rapports sociaux. Après 1968, ces critiques deviennent encore plus précises : au niveau des projets de développement communautaire, on dénonce l'absence de vision politique des intervenants et l'ambiguïté de leur position tant à l'égard de l'Etat qu'à l'endroit des populations sollicitées. Plus précisément encore, la fonction du conflit social est réaffirmée et les modes d'intervention basés sur le consensus sont clairement battus en brèche.

Au cours des années '70, et dans des contextes idéologiques fort différents de ceux des années '50, on observe pourtant un renouveau d'intérêt pour les processus communautaires. La participation apparaît cependant comme un instrument qui est revendiqué pour exercer un contrôle direct de la gestion des ressources dans les sociétés "avancées" (telles l'Italie, la France, l'Angleterre) où règne une forte tension sociale sans qu'elles soient pour autant inscrites dans un processus "révolutionnaire". Le développement communautaire devient alors un problème de gestion — en particulier dans les zones

urbaines — de la participation des citoyens au fonctionnement des diverses structures et institutions. Les rapports entre ce type de développement communautaire, avec toute son ambiguïté politique, et les autres mouvements d'action sociale ou d'éducation des adultes (en particulier dans la perspective de la conscientisation) deviennent alors fort intéressants.

Dans cette deuxième série, l'équipe éditoriale a poursuivi la politique de numéros majoritairement thématiques inaugurée par A. Meister tout en s'efforçant de gérer le plus souplement possible la difficulté spécifique d'une revue éditée en Italie : devoir s'adresser à la fois à un public italien et à un public international (ce qui explique le nombre important d'articles publiés en anglais). La revue, au plan de son contenu, s'est efforcée de rendre compte de l'évolution de la pensée sociologique et économique et en particulier des diverses critiques formulées par ces disciplines à l'endroit du développement communautaire. Une place particulière a été accordée aux articles qui privilégient une définition politique du rôle des travailleurs communautaires et à ceux qui introduisent le débat relatif au rôle du travail communautaire en référence aux transformations sociales.

L'orientation de fond de la revue a été finalement donnée, au cours de ces dernières années, surtout par des contributions d'auteurs qui soutiennent la conception d'un rapport structurel entre le développement économique et le développement social et entre le développement et le sous-développement. On s'est efforcé de privilégier les analyses de cas concrets appuyées sur des faits et on a cherché à éviter les prises de positions dogmatiques. La revue s'est aussi intéressée à la problématique de la participation dans ses rapports à la programmation et à la planification régionale. Enfin, elle a continué à accueillir des relations d'expériences-terrain, même si elles se rattachaient souvent à la conception plus traditionnelle du "community development" puisque de telles expériences se poursuivent dans plusieurs pays tels l'Inde et certains pays africains.

En prenant la relève, la nouvelle équipe éditoriale entend poursuivre pour l'essentiel les politiques de ses prédécesseurs, en particulier en ce qui a trait aux orientations générales de la revue. Les numéros vont continuer d'être thématiques, principalement centrés à la fois sur une approche des pratiques et des expériences de terrain d'une part et sur une analyse sociologique et économique des diverses composantes de l'intervention communautaire et des politiques sociales prônées par les gouvernements, d'autre part. En outre, la revue entend être extrêmement attentive aux débats relatifs à la prise en charge communautaire des besoins sanitaires, sociaux, économiques, éducatifs, culturels des populations, à la participation, à la planification, à la gestion politique et administrative des rapports sociaux. Avant de préciser davantage la problématique d'ensemble en référence à laquelle la nouvelle équipe prévoit fonctionner, il faut insister d'emblée sur une importante transformation de la revue qu'entraîne le transfert de son siège de Rome à Montréal.

Jusqu'ici, comme il a déjà été signalé, la revue a été publiée à environ 60 % en anglais ; les autres articles l'ont été en français, espagnol ou italien. Le transfert du siège de la revue à Montréal, en pays francophone, entraîne une modification importante de ce rapport. Désormais, la revue sera majoritairement francophone avec cependant la possibilité d'inclure quelques articles en anglais. Les principaux articles seront brièvement résumés en anglais et en espagnol. En outre, la revue fonctionne sur la base d'une association de plusieurs groupes ou centres de recherche, pour le moment implantés au Québec, en France, en Belgique et en Suisse, responsables, sur une base nationale, de la production des contributions et de la diffusion de la revue. Celle-ci est coordonnée à Montréal. Nous souhaitons que d'autres personnes, centres ou groupes d'autres pays collaborent à la revue de façon temporaire ou permanente, en particulier en Italie, Espagne, Amérique Latine, Afrique francophone, etc. La revue pourrait éventuellement devenir carrément latine plutôt que principalement francophone.

Fonctionner sur la base d'une coordination de diverses productions nationales nécessite d'ajuster quelque peu les langages, de préciser certains concepts ainsi que des objectifs minimaux, bref de dessiner une problématique générale de recherche, ou si l'on préfère des zones d'interrogation et de questionnement.

1) Ainsi est réaffirmée une des orientations premières de la revue d'être en prise avec les pratiques. Ceci veut dire que la revue se définit comme un lieu d'échanges, de débats entre acteurs impliqués dans un processus de réflexion sur leurs pratiques, de clarification de leurs enjeux culturels, sociaux, politiques, d'élaboration de méthodologies d'action et d'instruments d'intervention et de formation pratiques. Les réflexions théoriques interviennent en support aux pratiques, comme des moyens de clarification, d'élargissement des perspectives de l'action. Les contributions théoriques sont donc justifiées dans la mesure où elles s'ancrent dans des pratiques, y réfèrent directement et permettent de les systématiser ou de les constituer en problématiques en prise avec les rapports sociaux concrets. La revue accueille en outre des textes théoriques qui ne réfèrent pas à l'intervention proprement dite mais qui éclairent directement les conditions institutionnelles ou les déterminations structurelles des interventions, par exemple au plan des politiques sociales au sens large, de l'analyse institutionnelle ou organisationnelle, etc.

2) Les éléments constitutifs d'une problématique générale peuvent s'articuler autour des points suivants :

- La revue se situe à un moment ou dans une conjoncture historique et politique précis qui est celui des sociétés capitalistes "avancées", caractérisées par :
 - l'extension des institutions économiques et politiques de type monopoliste ;
 - l'interdépendance économique et politique des nations "développées" ;
 - la modification et l'aggravation des rapports de dépendance entre nations "développées" et nations "en voie de développement" ;
 - l'extension du rôle de l'Etat, en particulier dans la gestion des questions sociales, sanitaires, éducatives, culturelles, etc. ;
 - la montée, dans les pays "développés" des classes moyennes salariées et des régimes politiques socio-démocrates, avec leurs formes propres de gestion technocratique des rapports sociaux, en particulier des diverses marginalités ;
 - le développement d'éléments de mouvements sociaux nouveaux (étudiants, femmes, écologie, régions, etc.) ;
 - l'émergence, dans une problématique institutionnelle voire professionnelle, de la critique des processus de normalisation, d'institutionnalisation, de professionnalisation, de spécialisation, etc.
- Ce type de problématique permet de rendre productif le rassemblement sous une même enseigne d'apports pratiques et théoriques à première vue fort différents :
 - au plan des contextes nationaux : bien sûr, chaque pays a ses caractéristiques propres et pourtant l'extension du rôle de l'Etat, des régimes socio-démocrates imprime de plus en plus aux pratiques une dynamique dont la comparaison devient fructueuse. Si l'on bénéficie en outre des réflexions et des expériences de pays où la dynamique sociale et politique est différente, la problématique générale en est d'autant plus intéressante ;
 - au plan des contextes nationaux des pays "développés" ou "en voie de développement" et de leur articulation en termes de dépendance structurelle économique et politique des seconds aux premiers ;
 - au plan des divers domaines d'action : santé, travail social, éducation des adultes, etc. dans le sens où ils correspondent à une extension de la "société des services" et de ses corollaires : développement des professions de services, des spécialisations, recherche de nouvelles clientèles, création de nouvelles marginalités, etc. ;
 - au plan des pratiques non-institutionnelles, des organisations coopératives, autogérées, des groupes "populaires", des mouvements sociaux, etc. ;
 - au plan de la dialectique pratiques institutionnelles-pratiques volontaires, action professionnelle-action militante, etc.
- Ce type de problématique globale qui insiste sur l'importance des conditions matérielles économiques, sociales, politiques comme facteur fondamental de compréhension des transformations d'un

domaine d'intérêt permet de donner leur cohérence à un ensemble de questions pratiques et théoriques, de les unifier dans le sens où elle met en évidence leurs rapports d'interdépendance. C'est donc dans cette perspective que la revue favorise une compréhension des pratiques en tant qu'elles sont le produit d'une dynamique historique, sociale, politique, culturelle, économique, constituée par les rapports sociaux — qui sont des rapports de pouvoirs — et en tant que ces pratiques produisent et constituent à leur tour cette dynamique. On est donc loin d'une conception "autonomisée" des pratiques, c'est-à-dire d'une conception qui tendrait à les saisir dans une perspective étroitement professionnelle, institutionnelle, technique ou méthodologique.

3) Les concepts de "développement communautaire" ou d'"action communautaire" sont très ambigus. Non seulement ils sont "marqués" historiquement, idéologiquement et professionnellement, mais ils n'évoquent pas les mêmes réalités suivant les univers d'appartenance et de formation professionnelles et les pays. Comme on l'a vu, ces termes sont liés à la problématique onusienne de la décolonisation ou à l'utopie d'une société aux solidarités primaires renforcées ; ils réfèrent également aux courants issus de la tradition du travail social anglosaxon de résolution des problèmes de la pauvreté par des interventions au niveau et avec les ressources des "communautés". On sait comment ces idéologies "communautaires" ont largement contribué à masquer les rapports de classe qui sont à la base des "inégalités socio-économiques" et du "développement inégal".

L'usage de ces termes pour définir le titre et l'objet de la revue est certes peu satisfaisant mais il reste tout de même nécessaire. On aurait pu parler de pratiques, d'action collective, d'action de base, d'action populaire, etc. D'une part cependant, ces termes ont des connotations à leur tour très limitées suivant les contextes nationaux et d'autre part ils traduisent mal le double caractère de la revue d'être à la fois en prise avec des pratiques institutionnelles (et donc associées à des organisations de services, des groupes professionnels, des programmes de formation — que ce soit dans les domaines de la santé, du travail social ou de l'éducation des adultes, etc.) et des pratiques militantes ou volontaires. Comme on l'a déjà dit, la revue se situe dans la dynamique créée par la confrontation de ces deux types d'action, c'est-à-dire, pour le pôle institutionnel : les courants non-institutionnels ou de critique institutionnelle au sens large qui se développent en son sein ; pour le pôle militant ou non-institutionnel : les divers aspects de mise en cause d'un ordre institutionnel et politique dont il est porteur. En d'autres termes, l'"action communautaire" et la "communauté" apparaissent dès lors comme un enjeu de pouvoir fondamental, avec leur double dimension de gestion institutionnelle et de dynamique collective de base propre. Enfin, un dernier aspect justifie le choix des termes de "développement" ou d'"action communautaire" : le thème "communautaire" apparaît de plus en plus dans les nouvelles stratégies technocratiques de gestion des rapports sociaux. Il constitue donc un lieu idéologique qu'il convient d'occuper pour contribuer à faire apparaître sa dynamique politique et culturelle face aux stratégies technocratiques d'imposition d'un nouvel ordre "communautaire" qu'il soit local, national ou international.

Les divers numéros qui paraissent deux fois par an sont donc thématiques, consacrés successivement à la prise en charge communautaire de la santé (mai 1979), aux processus d'éducation populaire (novembre 1979), à la prise en charge communautaire de la vie urbaine : logement, transport, aménagement de l'espace (mai 1980), aux instruments de recherche-action, à l'analyse des politiques sociales gouvernementales visant la gestion des "populations-cibles" : jeunesse, personnes âgées, handicapés, etc. Chaque numéro comprend des contributions provenant à la fois de pays "développés" et de pays "en voie de développement".

La revue, rappelons-le, se définit principalement comme un lieu d'échanges, un forum entre les divers acteurs — intervenants et chercheurs — du processus communautaire. Elle souhaite devenir un véritable instrument d'échange, de réflexion, de confrontation, de formation et peut-être, un jour, de rencontre dans le cadre de sessions de travail qu'elle pourrait éventuellement organiser. Nous sollicitons donc les commentaires, les suggestions, les contributions, les collaborations occasionnelles ou permanentes de tous ceux que ces perspectives intéressent.

A.M., A.-M. L, F.L.

International Review of Community Development : N° 1-40 (1958-1978)

1. Numéro spéciaux - Special Issues

<i>Community Centres - Centres communautaires</i>	1958	1
<i>Fields Studies in Community Development - Enquêtes de développement communautaire</i>	1958	2
<i>Training Local Leaders - Formation des animateurs locaux</i>	1959	3
<i>Community Development in the USA</i>	1959	4
<i>Theories and Values in Community Development - Théories et valeurs du développement communautaire</i>	1960	5
<i>Community Development in Europe</i>	1960	6
<i>Urbanization and Community Development - Problèmes actuels du développement communautaire</i>	1961	7
<i>Current Problems in Community Development - Problèmes actuels du développement communautaire</i>	1961	8
<i>Community Development and Planning - Développement communautaire et planification</i>	1962	9
<i>Problèmes actuels du développement communautaire - Current Problems in Community Development</i>	1962	10
<i>Democracy and Community Development</i>	1963	11
<i>Field Problems in Community Development</i>	1963	12

2. New Series : Special Sections on :

<i>Bilingual Communities</i>	1965	13-14
<i>Field Studies - Problems of Urbanization</i>	1966	15-16
<i>Continuing Education</i>	1967	17-18
<i>Sviluppo di comunità in Italia</i>	1968	19-20
<i>Value Conflicts in Social Development - Sociological Analyses and Regional Planning</i>	1969	21-22
<i>Miscellanea</i>	1970	23-24
<i>Socio-Economic Problem of Latin America</i>	1971	25-26
<i>Social Differentiation and Marginality in Southern Italy</i>	1972	27-28
<i>New Trends in Traditional Institutions</i>	1973	29-30
<i>Urban Problems - Decentramento in Italia</i>	1974	31-32
<i>Innovative Processes in Social Change</i>	1975	33-34
<i>Latin American Problems - Politics and Community Efforts</i>	1976	35-36
<i>Innovative Processes in Social Change of Highly Industrialized Societies</i>	1977	37-38
<i>Société québécoise et intervention communautaire</i>	1978	39-40

La plupart des numéros, en particulier ceux de la 2^e série (1965-1978) sont encore disponibles à l'ancien siège de la revue : Piazza Cavalieri di Malta, 2, 00153 ROMA, Italie.